

La voie russe vers le socialisme

Jenö Varga

Source: *Le Testament de Varga*. Paris: Grasset, 1970, pp. 29-87.

Lorsqu'en octobre 1917 s'est produite en Russie une révolution qui a radicalement transformé toute la vie sociale du pays, elle avait un fondement théorique précis qui a conservé valeur de thèse officielle jusqu'à notre époque. Les points essentiels en sont les suivants : le capitalisme mondial a atteint le stade impérialiste de son évolution, un stade qui précède directement le passage des pays avancés au régime socialiste. L'ère des guerres mondiales et des révolutions socialistes était inaugurée, et dès lors la chaîne de l'impérialisme pouvait être rompue dans un seul pays, même s'il n'était pas le plus développé. La révolution d'Octobre a été cette rupture du front impérialiste. Le prolétariat russe a montré la voie au socialisme à d'autres pays plus développés.

Près de cinquante ans se sont écoulés depuis la révolution d'Octobre. Aucun pays avancé, ayant effectivement atteint le stade impérialiste, n'a encore suivi le chemin montré par la Russie. Ce sont des pays plus arriérés encore, du point de vue de leur développement, que la Russie en 1917, des pays d'Asie et d'Afrique, qui s'efforcent de s'engager dans cette voie. Comment expliquer cette particularité ? Le fondement officiel de la révolution d'Octobre est-il juste ? Pour répondre à cette question, il convient avant tout de rappeler la théorie du développement révolutionnaire de la Russie, créée par Vladimir Ilitch Lénine, le grand théoricien et chef du prolétariat révolutionnaire de Russie durant sa vie entière. Il convient de se demander jusqu'où les perspectives de développement social ont été correctement tracées dans cette théorie. Et en même temps, il faut expliquer ce qui s'est réellement passé en Russie en 1917 et dans les décennies suivantes, et se demander si tout cela correspondait bien aux théories de Lénine.

Le Programme agraire de la social-démocratie

Dix ans avant la révolution d'Octobre, Lénine a rédigé le *Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907*¹; il y traçait les perspectives du développement révolutionnaire du pays. À l'époque, il n'imaginait la révolution socialiste en Russie que dans un avenir extrêmement éloigné. Il analysait les perspectives proches de la lutte des deux tendances de classe dans la révolution bourgeoise russe.

À ces deux tendances, il a donné respectivement le nom de « voie prussienne, à la manière des junkers » et de « voie américaine, à la manière des fermiers ». Lénine comprenait fort bien que la Russie n'appartenait pas au groupe des pays où le capitalisme s'était développé de façon « classique », que son capitalisme était, dans l'ensemble, encore très peu développé. En réalité, la production dans les latifundia des propriétaires fonciers était tellement corsetée par des rapports semi-féodaux qu'elle progressait d'une manière très lente. Redoutant les soulèvements populaires, la noblesse libérale

¹ LÉNINE, *Oeuvres*, t. 13, pp. 229-452.

s'appuyait de plus en plus sur le pouvoir autocratique et avait déjà perdu depuis longtemps son esprit révolutionnaire passé.

Les masses paysannes opprimées pourraient « *balayer jusqu'en ses fondements le régime autocratique et féodal* » si elles étaient capables de réaliser un soulèvement résolu et simultané. Mais le soulèvement spontané des masses n'est pas encore la révolution. Aussi Lénine cherchait-il dans la paysannerie des forces véritablement révolutionnaires, c'est-à-dire qui connaîtraient les formes nouvelles, progressives, de la production agraire et qui auraient la conscience politique correspondante.

En même temps, Lénine comprenait à quel point la bourgeoisie des fermiers russes était faible, politiquement inéduquée, divisée. Mais il supposait qu'elle pourrait quand même accomplir sa tâche révolutionnaire, c'est-à-dire renverser le régime autocratique et seigneurial, à condition qu'elle fût soutenue par le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Le thème majeur de son « programme agraire » social-démocrate était l'affirmation que la nationalisation de toute la terre à l'issue d'une révolution victorieuse était indispensable. Seule la nationalisation de la terre donnerait, à son avis, la possibilité de liquider rapidement et entièrement toutes les formes anciennes, semi-féodales, de propriété terrienne, et de remettre la terre entre les mains de nouveaux entrepreneurs et fermiers, plus progressistes.

En même temps, Lénine montrait la nécessité de l'étape suivante dans l'évolution démocratique-bourgeoise en Russie : «... *de l'agrandissement de la propriété foncière capitaliste des nouveaux fermiers découle tout naturellement leur état d'esprit anti-prolétarien et leur désir de créer pour eux-mêmes un nouveau privilège sous forme du droit de propriété.* » Lénine a émis une idée particulièrement intéressante : un repartage de la terre peut être déterminé par le désir des fermiers de « calmer » (ou plus simplement d'étouffer) le prolétariat et les couches prolétariennes chez qui la nationalisation du sol éveillera le désir d'une socialisation de toute la production sociale.

Lénine considérait donc comme inopportun la manifestation de pareils appétits de la part du prolétariat aux stades de la révolution bourgeoise qu'il avait définis. Mais en même temps, il supposait que le développement de la bourgeoisie des fermiers serait assez rapide pour pouvoir en l'occurrence « calmer » le prolétariat. De la sorte, Lénine préconisait en 1907 une variante russe originale de la voie d'évolution capitaliste, la « voie américaine des fermiers », dans laquelle la classe ouvrière amènerait au pouvoir une nouvelle bourgeoisie rurale, progressiste et productrice ; celle-ci développerait rapidement un nouveau capitalisme national, affranchi de toutes les survivances féodales ; et à ce moment-là, la classe ouvrière grandie et renforcée au cours de cette évolution, conduirait, avec la nouvelle bourgeoisie, sa lutte pour le passage de la société au socialisme. Tout ceci exigeait sans aucun doute des décennies de développement indépendant de la Russie.

Comment Lénine concevait-il en 1917 les perspectives de la situation révolutionnaire en Russie ? Il aurait pu revenir à la conception qu'il avait tracée dans son Programme agraire de 1907. Il aurait pu considérer les événements qui s'étaient déroulés comme une révolution bourgeoise, et proclamer que la tâche de la révolution consistait à organiser la « dictature du prolétariat et de la paysannerie ». Il y avait de nombreuses raisons objectives à ce choix. Le gouvernement révolutionnaire nationaliserait la terre, tandis que les paysans se partageraient la majorité des terres seigneuriales. Alors pourrait s'amorcer un développement actif du système des fermiers. Cela aurait accentué rapidement l'aile gauche des vieux partis paysans (socialistes révolutionnaires, troudoviks, etc.). Les bolcheviks auraient pu former avec eux une coalition gouvernementale. Alors, la révolution pouvait combattre Koltchak et Denikine sans perdre des forces à réprimer les soulèvements des socialistes révolutionnaires et les troubles fomentés par les koulaks. Vraisemblablement, la pression de l'intervention étrangère aurait été très faible. Mais dans ce cas, deux tendances, prolétarienne et petite-bourgeoise, se seraient affrontées dans les cercles gouvernementaux. Et les « luttes intestines » auraient plongé la révolution

dans le marasme pour de longues années, ce qui aurait considérablement affaibli la Russie face à des États impérialistes hostiles.

En 1917 Lénine avait déjà une autre conception. Pour lui, la révolution russe était à présent le premier bond révolutionnaire réalisé à l'échelle internationale ; cette nouvelle interprétation impliquait une conception doctrinaire du marxisme.

Lénine pensait que l'impérialisme mondial était non seulement l'étape suprême, mais aussi la dernière étape du capitalisme, qui devait être suivie par la phase de passage au socialisme de tous les pays du monde. Il considérait que le mécontentement du prolétariat des pays belligérants et que certaines tentatives d'insurrections ouvrières marquaient le début de cette étape. Il estimait que la révolution russe marquait le début de ce mouvement.

Arrivé le 3 avril à Petrograd, Lénine déclare que la révolution russe est une révolution « socialiste ». Bientôt il écrit dans sa brochure les *Tâches du prolétariat dans notre révolution*² : « *Le passage du pouvoir au prolétariat [...] sera dans le monde entier le début de la « rupture du front » du front des intérêts du capital – et ce n'est qu'en rompant ce front que le prolétariat peut soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre et lui procurer les bienfaits d'une paix durable.* »

Dans les années qui ont suivi la révolution d'Octobre, Lénine a continué à espérer en une révolution socialiste mondiale. Même en été 1920, il a écrit dans sa préface à l'édition française de l' *Impérialisme, stade suprême du capitalisme*³ : « *L'impérialisme est à la veille de la révolution sociale du prolétariat. Ceci s'est confirmé en 1917 à l'échelle mondiale.* »

Sur notre révolution

En réalité, ceci ne s'est pas confirmé. Ni dans les années vingt ni au cours des quarante années suivantes ; jusqu'à maintenant, la révolution sociale n'a éclaté dans aucun pays du « capitalisme classique ». L'espoir principal reposait sur l'Allemagne vaincue. Pourtant, la situation révolutionnaire ne s'est même pas présentée dans ce pays. Les insurrections ouvrières ont été réprimées, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, leaders de la fraction révolutionnaire du prolétariat, ont été traîtreusement assassinés.

Lénine, qui prenait progressivement conscience de tous ces faits, a donné, peu de temps avant sa mort, une autre explication de la révolution d'Octobre, plus conforme à la réalité, dans ses notes *Sur notre révolution*⁴ écrites en janvier 1923. Là il a esquissé une conception totalement nouvelle de l'histoire de l'époque contemporaine. Elle s'exprime en des formulations extrêmement concises, peu développées, qui ont besoin d'être analysées et expliquées.

Ce texte comprend deux thèses fondamentales. Première thèse : « *Un peuple placé dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle s'est présentée lors de la Première Guerre impérialiste, ne pouvait-il pas, face à une situation sans issue, se jeter dans une lutte qui lui ouvrirait ne fût-ce que quelques chances de conquérir des conditions pas tout à fait coutumières pour le progrès de la civilisation ?* » Et plus loin : « *Si pour créer le socialisme il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé, [...] pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de ce niveau déterminé pour, ensuite, forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples ?* »

Que signifiait pour le peuple russe en 1917 être « *face à une situation sans issue* » ? Il ne s'agissait pas seulement des défaites militaires ni de la désorganisation et de la famine en elles-mêmes, mais du fait que les anciennes classes dominantes n'avaient ni la force ni le degré d'organisation voulus pour

2 LÉNINE, *Œuvres*, t. 24, pp. 47-84.

3 LÉNINE, *Œuvres*, t. 22, pp. 205-211.

4 LÉNINE, *Œuvres*, t. 33, pp. 489-494.

sortir le pays de la désorganisation et de la famine. La seule force capable de le sortir de la désorganisation était la classe ouvrière révolutionnaire.

Par conséquent, la révolution d'Octobre avait eu lieu non parce que « *la rupture de tout le front impérialiste à l'échelle mondiale* » était possible en Russie mais en vertu de l'originalité des rapports des forces de classe dans la société russe, précipitée dans l'impasse de la désorganisation et de la famine. Les social-démocrates révolutionnaires ont conduit les masses laborieuses sur une voie spéciale de passage au socialisme, qu'aucune théorie marxiste n'avait prévue : la démocratie progressiste d'un pays arriéré, semi-colonial, avait commencé par s'emparer du pouvoir politique pour ensuite, sur cette base, créer les prémisses d'un passage au socialisme.

La seconde thèse de Lénine sur la révolution russe est la suivante : «... *la Russie, située entre des pays civilisés et des pays que cette guerre, pour la première fois, amène définitivement à la civilisation, c'est-à-dire tout l'Orient [...], la Russie pouvait et devait par conséquent offrir certains traits particuliers, inscrits évidemment dans le cadre général de l'évolution mondiale, mais distinguant sa révolution à elle de toutes les révolutions antérieures de l'Europe occidentale, et apportant certaines innovations partielles dès qu'il s'agit des pays orientaux.* » Ou encore : « *Et si la situation absolument sans issue [...] nous a offert la possibilité de procéder à la création des prémisses essentielles de la civilisation, autrement que ne l'ont fait tous les autres États de l'Europe occidentale ?* »

Il ne s'agit évidemment pas de la situation territoriale de la Russie entre l'Occident et l'Orient, pas plus que de la situation sans issue créée par la guerre. La Russie a inauguré, avec sa révolution, un type nouveau de développement national, une voie de passage au socialisme, évitant le capitalisme proprement dit, et elle a montré de la sorte un exemple historique aux autres pays semi-coloniaux et même coloniaux, non seulement d'Orient et d'Asie, mais aussi d'autres continents. Ceci s'est effectivement « *confirmé à l'échelle mondiale* », non après la Première Guerre mondiale, mais après la Seconde, ce qui dans l'histoire moderne représente un grand décalage.

La voie russe vers le socialisme

Dans les mêmes notes, Lénine a écrit, pour réfuter Soukhanov et ses compagnons, que ceux-ci « *n'ont pas compris la dialectique révolutionnaire* ». Effectivement, depuis la période où l'impérialisme s'est développé, une « *dialectique révolutionnaire* » originale s'est accomplie à l'échelle mondiale et historique ; ce ne sont pas les peuples avancés mais au contraire les peuples arriérés, semi-coloniaux, qui se sont engagés sur la voie de la transformation socialiste, laquelle a consisté en premier lieu en une nationalisation des principaux moyens de production réalisée par un pouvoir d'État exprimant les intérêts des classes laborieuses de tel ou tel pays. Grâce à sa pénétration économique, par ses investissements de capitaux, s'accompagnant parfois d'une pression militaire voire d'une occupation, l'impérialisme avait affaibli les régimes locaux ou bourgeois « *compradores* », en soudoyant ou détruisant les cercles dirigeants locaux, en les privant ainsi des derniers vestiges de la conscience nationale. D'un autre côté, il avait développé les couches d'ouvriers industriels et de journaliers agricoles, ce qui avait eu pour effet d'intensifier leur oppression économique et politique, de provoquer leur protestation, de favoriser leur cohésion et l'éveil de la conscience des intérêts progressistes nationaux.

En même temps, l'impérialisme avait fait participer les couches démocratiques des pays semi-coloniaux et coloniaux à ses réalisations matérielles, les avait initiés aux formes avancées de la lutte politique et idéologique qui avaient pris naissance pour la première fois dans les pays hautement développés. Il avait appris aux ouvriers locaux à employer la lutte syndicale pour défendre leurs intérêts de classe. De la sorte, il avait favorisé l'assimilation par l'intelligentsia locale des théories sociologiques progressistes, des idées du socialisme, et parfois même de la conception marxiste du monde, élaborée dans les pays du capitalisme classique.

C'est justement dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où les conditions locales ont été réunies qu'ont pu se former d'actifs mouvements démocratiques, progressistes, nationaux, qu'ont pu surgir des situations révolutionnaires, qu'a pu commencer la lutte pour la libération nationale du joug des colonisateurs, et du même coup des couches dominantes qui étaient passées à leurs côtés. Cette lutte devait tout naturellement se produire sous un mot d'ordre de l'anticapitalisme, des « voies non capitalistes » de développement, ou même directement de la « voie du socialisme ».

Le premier pays qui ait connu tout cela et qui se soit engagé sur cette voie a été la Russie avec ses colonies militaires et féodales encore plus arriérées. C'est pourquoi il serait plus juste de qualifier ce type particulier de développement national de « voie russe de passage au socialisme ». Les autres pays se sont engagés dans cette voie beaucoup plus tard et, dans une large mesure, en suivant l'exemple et en jouissant du soutien de la Russie soviétique développée et renforcée entre-temps.

La révolution socialiste n'a encore été victorieuse dans aucun pays du « capitalisme classique ». Et il n'y a aucun motif de supposer qu'elle s'y produira au cours des prochaines décennies.

Le «marxisme créateur»

De la sorte, Lénine ne s'est pas contenté d'expliquer la nouvelle phase impérialiste du capitalisme du point de vue de la théorie de Marx et d'Engels. Il a été en même temps le premier théoricien de la voie russe de passage au socialisme des pays arriérés semi-coloniaux et coloniaux, passage qui s'est opéré en évitant la phase capitaliste proprement dite.

Cette théorie a été le « marxisme créateur » dont on a commencé à parler en 1917 dans le cercle du P.C.(b)R. Ce marxisme créateur évoque sous de nombreux rapports les théories socialistes des démocrates révolutionnaires russes : Tchernychevski et, dans une plus large mesure, Tkatchev⁵. Évidemment, il existe une différence énorme entre Tkatchev et le Lénine de la dernière période. Pour le premier, la principale classe révolutionnaire était la paysannerie russe avec ses vastes traditions, tandis que pour Lénine elle était le prolétariat russe aguerri et soudé par la production industrielle.

Telle a été la voie de développement social sur laquelle, à partir de 1917, le parti communiste russe a entraîné le peuple russe, que ce peuple a suivie seul pendant trente ans et sur laquelle il marche depuis près de vingt ans aux côtés d'autres peuples semi-coloniaux et coloniaux. Quels résultats a atteints la société russe sur cette voie ? Elle a sans aucun doute à son actif de très grandes réalisations nationales et internationales, qui toutefois sont limitées par les défauts considérables du régime social qui préside à sa vie et qui sont nés tout naturellement des particularités de son histoire. S'il est assez aisé de faire le bilan de ces réalisations, les côtés négatifs de la vie nationale de l'U.R.S.S. demandent à être systématiquement analysés.

Le pouvoir des soviets

La très profonde crise de l'ensemble de la vie sociale russe qui s'est manifestée avec acuité à la suite des défaites militaires de 1917 a eu pour effet de mettre en évidence l'incapacité totale de l'ancien État réactionnaire, policier, seigneurial, à gouverner le pays comme par le passé, et en même temps le refus des travailleurs de continuer à subir son pouvoir. C'est ce qui a déterminé les aspirations essentielles de la lutte révolutionnaire des travailleurs des masses ouvrières et paysannes, et a conduit à la révolution d'Octobre qui a donné le pouvoir au P.C.(b)R.

5 TCHERNYCHEVSKI : 1828-1889, démocrate révolutionnaire, écrivain, critique et théoricien, rédacteur en chef du *Contemporain*, revue littéraire d'avant-garde. Arrêté en 1869 et déporté vingt ans en Sibérie. Apôtre d'une révolution paysanne qui instaurerait progressivement le socialisme sans passer par le capitalisme.

TKATCHEV : 1844-1885, critique littéraire idéologue du populisme. Impliqué dans l'affaire Netchaïev, il est emprisonné, puis émigre à l'étranger. Ses théories se rapprochent de celles de Blanqui.

Les aspirations de la révolution d'Octobre ont été essentiellement non pas le désir des travailleurs d'instaurer le socialisme, car les idées du socialisme scientifique n'étaient relativement comprises que par la couche supérieure de la classe ouvrière et totalement incomprises de la paysannerie, mais bien le désir des travailleurs d'anéantir le vieil ordre des choses, entièrement corrompu, la haine des masses non seulement pour les ministres, gouverneurs généraux et gendarmes, mais aussi pour les propriétaires fonciers et fabricants, généraux et officiers du tsar, le désir du peuple de s'affranchir de leur pouvoir, de leur exploitation économique et de créer un régime nouveau, libre, un autre pouvoir répondant aux intérêts populaires.

Cette haine, qui avait longtemps fermenté dans la conscience des masses, et qui trouvait enfin un exutoire, a été à l'origine de la tension révolutionnaire des événements de 1917 et des années de guerre civile et de lutte contre l'intervention. Ces luttes ont uni les ouvriers industriels, les couches pauvres de la ville et de la campagne, la majorité des paysans moyens, les soldats et marins dotés d'une conscience de classe supérieure, issus de l'ensemble de ces catégories sociales. Ils ont groupé leurs représentants respectifs dans les nouveaux organes du pouvoir et dans les « soviets des députés ouvriers et paysans » ; ils les ont poussés à lutter activement « pour le pouvoir des soviets ».

Cette colère et ces aspirations ont donné naissance, dans la conscience d'un grand nombre de travailleurs, au sentiment du devoir civique, à l'enthousiasme militant, au courage de réaliser des exploits et d'affronter les forces adverses sur le plan du travail ou de l'organisation des formes nouvelles du pouvoir social. Les porte-parole de l'intelligentsia révolutionnaire, les discours et articles de la direction du P.C.(b)R., guidée par Lénine, ont toujours introduit les idées du « socialisme » et du « pouvoir des soviets » dans la conscience des masses.

À ce camp révolutionnaire uni s'opposaient, les armes à la main, des forces sociales qui n'étaient pas bourgeoises au sens propre, mais appartenaient presque exclusivement à l'ancien camp semi-féodal, bourgeois et seigneurial : généraux et officiers du tsar, nobles, cosaques dirigeants et aisés, koulaks, bourgeoisie rurale usurière et marchande animée de convictions réactionnaires. Malgré la résistance acharnée de ces gens, soutenus par les troupes d'intervention de quatorze États, les révolutionnaires ont remporté finalement la victoire. La force intérieure et la cohésion des couches révolutionnaires ont été si grandes qu'au travers de très dures épreuves (défaites militaires, désorganisation économique et famine) elles ont planté quatre ans plus tard les drapeaux rouges du pouvoir des soviets sur tout le pays, à l'exception de ses anciens confins occidentaux.

Les contradictions de classe dans la nouvelle société

Toutefois, en dépit de cette victoire foudroyante, de profondes contradictions de classe, engendrées par le caractère même de la révolution d'Octobre, mûrissaient au sein du camp révolutionnaire. Cette révolution s'était opérée au nom des « idéaux » du socialisme et portait le nom de « socialiste ». Mais en réalité elle n'était que partiellement socialiste. Elle était le dénouement résolu et sanglant non pas d'une seule mais de deux guerres sociales différentes qui se menaient depuis longtemps dans la société russe et que Lénine avait évoquées en 1905 dans l'article « *le Socialisme et les paysans* ».⁶

La première était la guerre de toute la paysannerie et de ses idéologues contre le régime autocratique et seigneurial, pour « la terre et la liberté » ; l'autre, celle du prolétariat et des couches semi-prolétariennes de la paysannerie contre la bourgeoisie urbaine et rurale, pour la nationalisation et la socialisation de tous les principaux moyens de production industrielle. N'étant de la sorte que partiellement socialiste, la révolution d'Octobre a été dans le même temps et dans une mesure non moins grande une révolution paysanne bourgeoise. Elle avait comme protagonistes actifs non seulement les ouvriers industriels qui avaient exproprié la propriété bourgeoise mais aussi les larges masses de la paysannerie pauvre et moyenne, ainsi que les soldats et marins issus de ces catégories

6 LÉNINE, *Œuvres*, t. 9, pp. 317-329.

sociales, qui désertaient le front et leurs navires pour rejoindre les campagnes afin de dévaster les propriétés des seigneurs et de se partager leurs terres.

À l'issue de la révolution, les entreprises industrielles, le sous-sol, les banques, les chemins de fer sont devenus la propriété de l'État soviétique qui en a assuré la gestion. Tandis que seule une faible partie des terres cultivées est devenue la propriété du nouvel État, leur immense majorité a été considérée comme nationalisée.

La proposition que Lénine avait faite au Ier Congrès de la paysannerie, et en vertu de laquelle les terres des propriétaires avec leur matériel devraient constituer la base des exploitations collectives gérées par les plus pauvres, n'a pu être réalisée par la paysannerie. Les paysans se sont emparés des propriétés terriennes ou bien ils les ont fortement amputées.

La révolution paysanne bourgeoise s'est déroulée sous le mot d'ordre de révolution socialiste. Mais en même temps, la révolution socialiste a été dans une large mesure renforcée et défendue par les forces de classe de la révolution paysanne bourgeoise. Si ces forces n'avaient pas été entraînées par les aspirations de la lutte contre le régime autocratique et seigneurial, par le désir d'obtenir enfin « la terre et la liberté », la révolution prolétarienne n'aurait pu l'emporter et se renforcer dans les capitales et les centres industriels. Elle aurait été écrasée par la contre-révolution bourgeoise et seigneuriale.

Les idéaux paysans, « la terre et la liberté », qui traduisaient la possibilité de la voie capitaliste, celle des fermiers, et les idéaux prolétariens, le « socialisme scientifique », qui niaient la propriété privée des moyens de production, étaient en très profonde contradiction, revêtant la forme d'un antagonisme de classe. Lénine avait eu raison, en 1907, de supposer que cette contradiction ne pouvait être résolue que par la violence, au moyen de la force armée. Il pensait que la bourgeoisie de fermiers, développée et renforcée, risquait de « calmer », d'étouffer le prolétariat, son allié dans la révolution antiféodale. Or, ce fut le phénomène diamétralement opposé qui se produisit, phénomène non moins dramatique.

Parallèlement à cet antagonisme de classe au sein du camp révolutionnaire qui avait instauré dans tout le pays le « pouvoir des soviets », une autre contradiction, moins apparente extérieurement, découlait elle aussi de la structure de classe de la société russe et devait à son tour conduire plus tard à des résultats dramatiques : elle a commencé à se faire jour parmi les forces sociales constitutives de ce camp.

Si le premier « élément » de classe à l'intérieur du camp révolutionnaire était à proprement parler le prolétariat industriel auquel était venu s'ajouter le personnel ouvrier salarié permanent des chemins de fer, des communications fluviales, des grosses propriétés agricoles et des ateliers ; si le second « élément » de classe de ce camp groupait les petits propriétaires des moyens de production de la ville et de la campagne, qui pouvaient en permanence subvenir à leurs besoins tant par leur propre travail qu'en exploitant une main-d'œuvre salariée, ce même camp comprenait encore partiellement un troisième « élément » de classe qui exige une claire définition théorique.

Dans ses *Lettres de loin*⁷, analysant la répartition des forces de classe en Russie après le renversement du tsarisme, Lénine écrivait que « *le soviet des députés ouvriers recherche des alliés dans tout le prolétariat et dans toute la masse de la population pauvre* », que ce soviet était le représentant des masses les plus pauvres de la population, qu'il était indispensable de créer « *une non moins magnifique organisation du prolétariat guidant l'immense masse des pauvres des villes et des campagnes, du semi-prolétariat et des petits exploitants* ».

Toutefois, la pauvreté est une notion élastique. Peut être pauvre l'ouvrier de l'industrie ou des chemins de fer qui a malgré tout conservé un sens intérieur de l'organisation, grâce à l'emploi ouvrier de la technique et à sa liaison avec le personnel ouvrier de l'entreprise. Peut être très pauvre aussi le

7 LÉNINE, *Œuvres*, t. 23, pp. 323-371.

paysan propriétaire d'un petit lopin de terre ou l'artisan disposé à effectuer un travail permanent et acharné, bien qu'individuel.

Mais il existait une couche pauvre d'une autre nature, constituée par les « éléments » déclassés des bas-fonds de la société. Des gens soit ayant perdu soit n'ayant jamais possédé de petits biens et, de plus, n'ayant jamais participé au travail industriel, au sein du personnel ouvrier des entreprises, et qui subsistaient au moyen de gains occasionnels. Ignorant le travail fixe et organisé, souffrant de la précarité de leur condition matérielle, ces couches manifestaient en général dans leur conscience sociale, dans leur psychologie, certains traits spéciaux : susceptibilité et rancœur contre la société, jalouse et haine de classe vis-à-vis de ceux dont l'existence était stable et assurée, notamment ceux qui possédaient la richesse et le pouvoir, avidité individualiste d'aisance personnelle et de pouvoir personnel. Ces catégories pauvres étaient très nombreuses parmi les basses couches de la société, mais elles étaient aussi assez répandues parmi les gens ayant une certaine dose d'instruction et de culture.

La révolution d'Octobre a agité et éveillé politiquement toutes les couches inférieures de la société russe, et plus que toutes les autres les couches pauvres « déclassées » qui se sont scindées. Une partie d'entre elles a adhéré ou réadhéré au camp réactionnaire, espérant se renflouer en cas de victoire éventuelle. L'autre partie, très peu nombreuse, a manifesté au contraire une activité civique exceptionnelle dans le camp révolutionnaire. C'est de ce milieu que sont issus les participants aux événements révolutionnaires qui, aux moments particulièrement critiques des affrontements, se sont distingués par leurs outrances politiques sauvages, « ultra-révolutionnaires », et qui plus tard, dans les périodes plus paisibles de l'édification civique, ont révélé une soif de pouvoir cachée ou ouverte, un arrivisme politique qui souvent ne reculait devant aucun moyen, un penchant pour le « goût du commandement » en soi, et aussi pour des actions et un mode de vie ostentatoires.

La faiblesse numérique relative des cadres du Parti spécifiquement prolétariens par rapport aux vastes dimensions d'un pays essentiellement paysan et petit-bourgeois a fait que ces ultra-révolutionnaires avides de régner se sont infiltrés dans le Parti, se sont glissés au pouvoir, et sont souvent devenus un « élément » particulièrement actif, voire dirigeant, dans ses rangs ; très souvent, ce sont eux qui ont réalisé la révolution à l'échelon local en expropriant et fusillant les propriétaires fonciers et les bourgeois, et, plus tard, les koulaks. Ces dirigeants des régions périphériques ont pu monter en grade grâce à leur réputation révolutionnaire et s'infiltrer dans l'appareil central du Parti et de l'État. À côté du « style » proprement prolétarien de direction, qui se distinguait par la simplicité, la modestie, l'abnégation, et dont Lénine, Sverdlov, Dzerjinski, Kirov furent les meilleurs représentants, un autre style présentant des caractères différents s'est graduellement manifesté dans le Parti. Il y avait des motifs historiques à cela.

L'État et la révolution

Dans cet enchevêtrement de tendances de classe à l'intérieur du camp révolutionnaire, le parti communiste bolchevique a dû poser et résoudre deux problèmes capitaux, qui ont déterminé l'avenir du pays. Et c'est à Lénine qu'a incombe l'explication théorique de ces problèmes, comme d'ailleurs de nombreux autres.

Lénine a consacré à l'étude du premier problème, celui des principes d'organisation de l'édification socialiste dans un pays arriéré à prépondérance paysanne, une brochure spéciale, *l'État et la révolution*⁸, écrite en août-septembre 1917. Elle reproche justement à la social-démocratie opportuniste de vouloir contourner et passer sous silence les thèses fondamentales de Marx et Engels dans les questions de l'État. Voici ces thèses : le prolétariat qui a réalisé la révolution prolétarienne ne doit pas se contenter d'écraser le pouvoir de la bourgeoisie et de s'emparer de la machine d'État et de la mettre à son service, mais il doit encore créer un État nouveau qui « dépérira » ensuite progressivement. Quand Lénine a traité ce problème, il a été influencé par la conviction que la

⁸ LÉNINE, Œuvres, t. 25, pp. 413-531 (« *La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution* »).

révolution mondiale était proche : « *La domination des capitalistes pourra-t-elle se maintenir sur la terre si le peuple russe [...] remet tout le pouvoir d'État aux soviets des députés ouvriers et paysans ?* » (*Lettres de loin.*) C'est la raison pour laquelle Lénine a accordé une confiance excessive à la thèse d'Engels relative à la dialectique historique de l'État et aussi à la généralisation que Marx avait tirée de l'expérience de la Commune, expérience évidemment trop courte et insuffisante.

Lénine développe l'idée d'Engels selon laquelle l'État bourgeois, constitué principalement de « *détachements spéciaux d'hommes armés* », doit être remplacé par la dictature révolutionnaire du prolétariat, réalisée par une « *organisation militaire autonome de la population* », par les « *ouvriers armés* », et que si « *la majorité du peuple réprime elle-même ses oppresseurs* », on n'a plus besoin d'une forme spéciale pour cette répression. C'est la renaissance dans la vie politique, à un degré supérieur et nouveau, du démocratisme primitif qui avait jadis existé dans la société sans classes. Plus loin, Lénine développe une ancienne idée de Marx sur le remplacement de la « *machine bureaucratique* », formée de fonctionnaires privilégiés situés au-dessus du peuple, par un nouvel appareil permettant de « *réduire progressivement à zéro tout fonctionnarisme* ». Cela sera possible parce que, déjà en régime capitaliste, les fonctions de gestion se sont considérablement simplifiées, et que deviendra alors indispensable la transformation des fonctions du service d'État en « *de simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qui seront à la portée de l'immense majorité de la population* ». S'appuyant, après Marx, sur l'expérience de la Commune, Lénine considère la chose comme réalisable à condition que « *les employés soient révocables à n'importe quel moment et qu'ils assurent un service responsable pour des salaires d'ouvriers* ». Avec l'introduction d'un tel régime, toutes les fonctions simplifiées d'enregistrement et de surveillance seront remplies par tous à tour de rôle, deviendront ensuite une habitude et disparaîtront en tant que fonctions spéciales réservées à une couche spéciale d'hommes. D'après Engels, « *les fonctions sociales perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives, chargées de veiller aux intérêts de la société* ».

Cette conception des principes du pouvoir d'État et de la gestion du pays est chez Lénine en contradiction manifeste avec les tâches qui s'imposent inévitablement au prolétariat « *organisé en classe dominante* » : « *Le prolétariat a besoin d'un pouvoir d'État, d'une organisation coercitive permettant de réprimer la résistance des exploiteurs et de gouverner l'immense masse de la population : paysannerie, petite-bourgeoisie et semi-prolétariat, et enfin d'organiser l'économie socialiste.* » Il écrit ailleurs que « *l'expropriation des capitalistes donnera immanquablement un développement gigantesque des forces productrices de la société humaine* ».

On ne comprend pas très bien comment cette « *direction* » de toute la masse prolétarienne de la population et cette « *organisation* » du développement gigantesque des forces de la société humaine sont possibles avec l'aide des seuls « *surveillants, comptables et techniciens* », si un changement constant des employés est obligatoire, si tous remplissent les fonctions de gestion à tour de rôle, sans emploi permanent du pouvoir politique, sans administration politique, sans chefs armés d'une expérience particulière de direction. Et même ces « *ouvriers armés* » qui sont le fondement de la dictature du prolétariat ne peuvent tout de même pas circuler à tour de rôle armés de fusils afin de « *réprimer la bourgeoisie* ». Ils doivent fatallement se constituer en organisations armées particulières chargées de veiller à l'ordre politique intérieur, sans parler même de l'armée qui défend le nouvel État contre une attaque extérieure.

L'idéal de renaissance du démocratisme primitif entre en contradiction plus grande encore avec les explications fournies par Lénine sur l'essence de la « première phase du communisme », l'organisation socialiste de la société. « *La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes [...] la répartition des objets de consommation « selon le travail » (et non selon les besoins) [...] le droit bourgeois aboli non pas complètement, mais seulement en partie.* » Ce n'est pas tant parce que « ... les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc. C'est parce que la qualité même du travail est fatallement inégale : les uns occupent des postes de direction, d'autres restent de simples ouvriers. La rétribution de leur travail

sera tout naturellement différente : les chefs ne pourront pas et ne voudront pas se contenter de salaires d'ouvriers. » Lorsque Lénine écrit plus loin que «... l'État n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait », cela ne signifie évidemment pas que l'État préservera la part plus grande des célibataires aisés et des travailleurs chefs de familles réduites face aux exigences des hommes mariés et pères de familles nombreuses. Il préservera bien entendu la grande aisance des chefs face aux exigences des simples ouvriers.

Après Octobre, la réalité russe a vite révélé à quel point était illusoire la possibilité d'un passage rapide de la société à quelque chose qui ressemblerait au « démocratisme primitif ». Les soviets des députés ouvriers et soldats ont créé immédiatement des « comités exécutifs » de district et de région formés de fonctionnaires, nouveaux pour la plupart mais aussi « anciens » en partie, travaillant sous la direction des administrateurs du Parti qui, tout naturellement, ont rempli certaines fonctions politiques. Les Congrès des soviets ont créé un gouvernement central, comprenant de nombreux « commissariats » constituant des organisations bureaucratiques encore plus compliquées et pesantes. On a institué également la Tchéka de Russie et la Guépou dont la mission a été de préserver le nouveau régime non seulement de la contre-révolution bourgeoise mais aussi de toute atteinte. Tout ceci a sans aucun doute contribué à l'accroissement rapide de la bureaucratie dans l'appareil du nouvel État.

La discussion sur les syndicats

Lénine a dû tenir compte de tous ces phénomènes lorsque trois ans après la révolution d'Octobre, le Parti a abordé le second problème, celui des principes de gestion de l'industrie nationalisée. Ce problème s'est trouvé posé au cours d'une discussion qui a surgi de manière spontanée : la discussion sur les syndicats et leur rôle dans la gestion de la production, d'abord en 1920-1921, puis au Xe Congrès du P.C.(b)R., en mai 1921⁹. Le problème a été mis à l'ordre du jour par l'*« opposition ouvrière »* dirigée par Chliapnikov et traité ensuite par Trotski et Boukharine. Lénine s'est opposé à leurs conceptions et propositions qu'il a qualifiées d'anarcho-syndicalistes. Il jugeait erronée la thèse fondamentale de l'*« opposition ouvrière »* qui voulait que « *la gestion de l'économie nationale appartient au Congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui éliraient un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale de la République* ». Lénine a expliqué que cette thèse éliminait le *« rôle dirigeant, organisateur, du Parti à l'égard des syndicats du prolétariat, et de ce dernier à l'égard des masses laborieuses semi-bourgeoises et directement petites-bourgeoises »*. Il a dit qu'il n'existe pas des travailleurs en général, mais d'une part des petits propriétaires de moyens de production, d'autre part des ouvriers salariés et que les élections par les travailleurs d'un organisme de direction de toute l'économie conduirait fatalement à la restauration du pouvoir et de la propriété des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Lénine opposait à ces thèses une autre conception des principes de gestion du pays, de la place et du rôle que les syndicats y occuperaient. À son avis, « *le Parti absorbe en quelque sorte l'avant-garde du prolétariat* ». Il s'acquitte de toutes les fonctions d'État « *par l'intermédiaire de l'appareil des soviets* ». « *Les syndicats créent la liaison entre l'avant-garde et les masses* ». Les syndicats ne doivent être pour l'instant que des « *participants [...] à tous les organes locaux et centraux de gestion de l'industrie* ». Mais ils doivent parvenir à concentrer effectivement entre leurs mains toute la gestion de l'économie nationale. Selon Lénine, il faudra de quinze à vingt ans et même davantage pour parvenir à ce résultat.

Cependant Lénine avait une conscience nette de l'existence de la bureaucratie dans l'appareil soviétique : « *Le programme de notre parti [...] montre que notre État est un État ouvrier présentant une déformation bureaucratique* ». Il en découlait que les syndicats devaient « *défendre les intérêts*

⁹ Principaux textes concernant la discussion sur les syndicats : « *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski* » : LÉNINE, Œuvres, t. 32, pp. 11-35. « *La crise du Parti* » : LÉNINE, Œuvres, t. 32, pp. 36-47. « *À nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine* » : LÉNINE, Œuvres, t. 32, pp. 67-109. « *Xe Congrès du P.C.(b)R.* » : LÉNINE, Œuvres, t. 32, pp. 200-216, 219-224, 256-273.

matériels et moraux du prolétariat contre leur État ». Il disait ailleurs que cette lutte demanderait « *des dizaines d'années* » et qu'elle serait « *des plus difficiles* ».

De la sorte, la discussion sur les syndicats et le Xe Congrès du P.C.(b)R. ont révélé dans l'organisation de la société soviétique et dans son État trois tendances différentes : a) la tendance anarcho-syndicaliste ; b) la tendance Parti-syndicats, en d'autres termes le centralisme démocratique, non pas en paroles mais dans les faits ; c) la tendance Parti-bureaucratie, qui a placé le pouvoir d'État au-dessus de la société, au-dessus des masses laborieuses.

Laquelle des trois l'a emporté et même est devenue prédominante ? La tendance anarcho-syndicaliste idéologiquement réfutée, condamnée par la direction du P.C.(b)R. a cessé de se développer. Toutefois, Lénine avait tort en déclarant que la domination de cette tendance eût conduit à la restauration de la propriété des capitalistes et des propriétaires fonciers. Ceux-ci étaient parfaitement hors de cause dans l'acceptation ancienne, d'avant la révolution. Si le Congrès des producteurs de Russie avait pris en charge la gestion de l'économie nationale, l'élément petit-bourgeois de la révolution aurait graduellement vaincu l'élément prolétarien. Les leaders de la paysannerie aisée, les fermiers potentiels, les « *troudoviks* » en premier lieu, auraient écarté du pouvoir les communistes par la voie la plus démocratique, et parfois même à l'aide de l' « *étoffement* ».

La Russie se serait engagée, en la considérant isolément des relations internationales de 1920 à 1940, sur la voie américaine, ainsi que le supposait Lénine en 1907, dans son Programme agraire de la social-démocratie. Mais il aurait fallu pour cela des dizaines d'années d'évolution autonome, ce qui était impossible.

La tendance Parti-syndicats, en d'autres termes le centralisme démocratique dans l'État soviétique que prévoyaient au départ les statuts du P.C.(b)R. – toujours prévue en paroles de nos jours – a joué un rôle immense dans l'éducation démocratique des masses de Russie, jusqu'alors accablées par le joug de l'autocratie féodale, ignorant totalement les principes démocratiques. Si cette tendance avait dominé, la forme socialiste d'existence de la société russe se serait progressivement chargée d'un contenu socialiste. Alors on aurait réalisé quelque chose de plus que la nationalisation et la socialisation des principaux moyens de production dans l'intérêt des masses laborieuses. Alors on aurait pu parvenir progressivement à une initiative active et démocratique des travailleurs, à leur participation directe, consciente et libre à la formation du pouvoir d'État, aux élections de la direction du Parti et de l'État à la tête du pays, ainsi que des organes centraux et locaux du pouvoir dans un contrôle quotidien et illimité de ce dernier, dans une discussion libre et publique de toutes les affaires et questions intéressant la société, sans égard pour les personnalités, dans la libre création de différentes associations et corporations économiques, politiques, culturelles, dans la participation active à l'exposition et à la solution de tel ou tel problème idéologique. Tout cela pouvait également être atteint progressivement, au cours de dizaines d'années, dans un climat d'indépendance nationale, en l'absence de menaces de toute nature ou d'agressions venant de l'extérieur. C'eût été le socialisme authentique. Mais ces conditions n'existaient pas réellement.

En réalité, les choses ont pris un tout autre chemin. Ce que Lénine qualifiait de « *déformation bureaucratique de l'État ouvrier* » l'a très bientôt emporté, puis a prédominé dans la gestion du pays. Dix mois après le Xe Congrès du P.C.(b)R., Lénine indiquait, dans les décisions du Comité central du P.C.R. (*le Rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle Politique économique*¹⁰), que les directions d'entreprise fondées sur le principe d'une direction unique devaient elles-mêmes fixer le taux des salaires, etc., que « *toute immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises devait être reconnue, dès lors, pour absolument inadmissible et néfaste* », que les syndicats devaient présenter leurs candidats aux organes administratifs et de l'État mais que le droit de décider appartenait exclusivement aux organes économiques et que « *l'une des tâches les plus importantes des syndicats consistait à promouvoir et à former des administrateurs parmi les ouvriers et en général parmi les masses laborieuses* ». Cela donnait libre cours sur une vaste échelle à des méthodes à la Tit Titytch (Je

10 LÉNINE, *Œuvres*, t. 33, pp. 185-197.

peux aussi bien donner mon accord que ne pas le donner) dans toute la gestion de l'industrie, depuis le sommet jusqu'à la base.

Ainsi, dès le début des années vingt, du vivant de Lénine et sous sa direction, la tendance Parti-bureaucratie dans la gestion de l'industrie, et de là dans l'État, s'est accentuée et a fini par l'emporter sur la tendance Parti-syndicats.

Le problème paysan

Après la défaite de l'intervention et la fin de la guerre civile, le second problème, d'une importance égale, s'est trouvé posé : celui des rapports entre la ville et la campagne, entre l'État ouvrier et la population majoritaire du pays, la paysannerie, la détermination de la conduite à tenir vis-à-vis des masses paysannes, la manière de les aiguiller sur la voie de l'évolution socialiste sous la direction du prolétariat.

Après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, le gouvernement soviétique avait songé au départ à organiser un vaste « échange de marchandises » entre l'industrie socialiste et la paysannerie petite-propriétaire. Mais cela n'avait donné aucun résultat valable parce que, durant la guerre civile, l'industrie nationalisée ne s'était presque pas développée et s'était même dégradée par suite de la pénurie de combustible et de matières premières. Mais surtout, le marché paysan de la période des « réquisitions » avait imposé au pouvoir soviétique des rapports avec la paysannerie fondés sur l'achat et la vente de marchandises.

La N.E.P. préconisée par Lénine a eu essentiellement pour but non seulement de faire une concession à la bourgeoisie urbaine afin de mettre sur pied l'industrie légère, mais encore et surtout de légaliser les rapports marchands bourgeois entre l'État soviétique et les masses paysannes. Lénine voyait là un levier original qui permettrait de lancer progressivement la campagne russe sur des rails socialistes. Il a posé au Parti la tâche de « *transformer la Russie des nepmans en une Russie socialiste* ». C'est à ce problème qu'il a consacré un de ses derniers articles « *De la coopération* »¹¹ où il parle du « *commerce* », des « *opérations coopératives* » dans lesquelles les coopératives du Parti doivent englober « *toute la petite paysannerie* » au moyen d'avantages et de primes. En même temps, Lénine évoque la nécessité de réaliser la « *révolution culturelle qui maintenant s'impose à tous* ». Le délai historique que nécessitera tout ce processus sera long : « *En mettant les choses au mieux, nous pourrons la franchir [cette étape historique] en dix ou vingt ans.* » Mais en cas d'intervention extérieure, il faudra trente ans et plus. Lénine ne parle jamais comme Staline de la nécessité d'une « *collectivisation rapide, complète et réalisée par la violence, des petites et moyennes exploitations paysannes avec la liquidation simultanée des koulaks en tant que classe* ».

De la sorte, dans les dernières années de sa vie, Lénine ne pensait déjà plus à un passage rapide de la société russe au démocratisme primitif, à la fondation d'un État « *qui commencerait immédiatement à dépérir* ». Malgré cela, il croyait que la bureaucratisation de l'appareil soviétique était un phénomène temporaire, que, dans un délai de quinze à vingt ans, les syndicats parviendraient malgré tout à « *concentrer entre leurs mains* » toute la direction de l'ensemble de l'économie nationale, et que, sous un délai de vingt à trente ans, toute la paysannerie pourrait être groupée pacifiquement dans des coopératives, en traversant en plus la phase de la « *révolution culturelle* ». Sous un rapport comme sous un autre, Lénine a vraiment été le « *rêveur du Kremlin* ».

Le style stalinien

Aucune des espérances de Lénine ne s'est réalisée. Staline, qui lui a succédé à la direction du Parti, a de plus en plus fait preuve d'un « style » de direction différent. Les traits typiques de son caractère social ont été non pas le sens démocratique, l'abnégation dans la poursuite d'un but, mais le goût du

11 LÉNINE, *Oeuvres*, t. 33, pp. 480-487.

commandement, l'ultra-révolutionnarisme et l'amour du pouvoir. De plus, il n'avait pas le sens de l'État ni la faculté d'apprécier justement la situation internationale. Et trois ans après la mort de Lénine, il a commencé à aiguiller le Parti sur l'élaboration des plans d'édition rapide de l'industrie lourde.

Le plan du Goelro¹² dressé en 1921 d'après les instructions de Lénine et entièrement approuvé par lui mettait l'accent sur l' « *électrification de tout le pays* ». Il prévoyait d'augmenter en dix ans de 80 p. 100 l'industrie de transformation et de 100 p. 100 l'industrie extractive. Il semblait à cette époque prématûr d'envisager la création de branches entières de l'industrie lourde qui n'existaient pas dans la Russie tsariste. La direction stalinienne a abordé rapidement la planification des quinquennats ; le premier a été lancé en 1929, ce qui a permis la transformation rapide de la Russie en pays industriel.

Bien que cela ait exigé d'immenses dépenses de forces humaines, la solution de grandes difficultés matérielles et d'énormes problèmes d'organisation, bien que par la suite, surtout à partir du second quinquennat, la nouvelle industrie lourde ait été largement mise sur pied par l'exploitation de centaines de milliers et même de millions de personnes innocentes calomniées, arrêtées et déportées dans des camps de concentration, la réalisation des quinquennats stalinien a revêtu une importance nationale bénéfique. Si l'État soviétique n'avait pas possédé une industrie lourde avancée, et avant tout une industrie défensive, qui a permis en d'assez brefs délais de fournir à l'armée la quantité nécessaire d'armes, de chars et d'avions, la Russie n'aurait pu être sauvée ni par l'étendue de son territoire, ni par le froid, ni par la conscience qu'avaient les masses du péril national mortel. Alors, l'armée rouge aurait été battue, les Allemands auraient atteint l'Oural, toutes les forces démocratiques du pays auraient été anéanties, la moitié de la population aurait été massacrée dans un bain de sang. La Russie serait redevenue un pays semi-colonial où la situation aurait été plus affreuse que sous Nicolas II.

Les mesures adoptées par la direction stalinienne et, essentiellement, le développement du pays par la « voie russe de passage au socialisme », ont tout naturellement conduit à une brutale intensification des divergences à l'intérieur du Parti et, par la suite, à une scission du Parti au pouvoir. Un grand nombre de ses membres, avec Trotski comme chef de file, ont cessé de croire à la possibilité d'une victoire par cette voie de développement social. Les uns plus tôt, les autres plus tard, tous sont revenus aux conceptions marxistes orthodoxes de passage au socialisme à travers un capitalisme national mûr ; à l'exemple de Lénine en 1917-1921, ils ont continué à se fonder sur une révolution prolétarienne dans les pays du « capitalisme classique » : ce qui leur a insufflé une mentalité capitardarde.

L'« opposition de gauche », celle de Trotski d'abord, de [Zinoviev](#) ensuite. Soixante-quinze de leurs partisans ont été exclus par le XVe Congrès du P.C.(b)R. sans qu'ils cessent pour autant de lutter contre la direction stalinienne.

Les « opposants de droite » dirigés par Boukharine, [Rykov](#) et [Tomski](#) exprimaient d'autres tendances idéologiques. Ils étaient apparemment restés fidèles au plan leniniste de transformation de la paysannerie par l'intermédiaire de la N.E.P., du commerce et de la révolution culturelle à la campagne. C'est ce sens qu'avaient sans aucun doute le mot d'ordre de Boukharine : « *intégrer le koulak au socialisme* » et le « *plan biennal* » de Rykov, qui accordaient tous deux la priorité au développement de l'industrie légère destinée à satisfaire la demande de la campagne, et surtout de ses couches aisées. Les opposants de droite ont été également exclus du Parti (en 1929) et ont aussi poursuivi leur lutte politique contre la « *ligne générale du Comité central du P.C.(b)R.* »

Il est difficile de préciser aujourd'hui dans quelle mesure ces oppositions sont passées aux formes clandestines de lutte contre la direction du Parti et dans quelle mesure cette lutte pouvait être dangereuse pour l'existence du nouvel État. Le danger existait vraisemblablement, ce qui a suscité la

12 Goelro : commission d'État pour l'électrification de la Russie présidée par Krjjanovski. Son grandiose plan de développement s'inspirait de la célèbre formule de Lénine : « *Le socialisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays* . »

répression féroce exercée par la direction stalinienne contre les dirigeants des deux groupes. Toutefois, les formes mêmes de cette répression constituaient un abus extrêmement dangereux.

La lutte aurait dû être menée essentiellement en expliquant de la manière la plus large et la plus ouverte à toute la population l'essence profonde des divergences qui divisaient le Parti quant à la légitimité de la ligne générale adoptée afin d'affermir et de développer les conquêtes révolutionnaires, en persuadant les groupes dissidents grâce à une réfutation théorique de leurs conceptions et revendications. C'est ce qu'aurait fait Lénine s'il était resté en vie jusqu'au milieu des années trente.

Au lieu de cela, Staline, dévoré par la soif du pouvoir, par la cruauté et le jésuitisme de son caractère, s'est engagé sur la voie des répressions arbitraires : accusations mensongères, procès fondés sur de faux aveux extorqués par la torture, et enfin exécution de ses compagnons, les vieux révolutionnaires de grande classe.

Les procès de 1935-1936 ont marqué le début du massacre des meilleurs cadres du parti bolchevique de Lénine. Ce système de répression privait la direction stalinienne d'autorité morale face à toute l'opinion publique du pays. C'est ainsi qu'est né un trait extrêmement dangereux et néfaste de la vie sociale soviétique que même la mort de Staline n'a pu extirper : le désir du pouvoir de se créer une auréole aux yeux de la population au moyen du mensonge, en passant les défauts sous silence et en exagérant les victoires. C'est avec ces pratiques qu'est né et s'est développé le « culte de la personnalité de Staline », tirant son origine sociale des couches du lumpenproletariat ; ce style a dégénéré en adoration et en courtisanerie, avec ses sentences laconiques et ampoulées, ses gestes autoritaires, ses décorations de toute nature, ses portraits et sculptures obséquieux. Le style de direction prolétarien lancé par Lénine a été aboli, bien que Staline et ses acolytes aient singé sa simplicité et son esprit démocratique.

Dans le brasier des répressions exercées contre les opposants, Staline a su se débarrasser des derniers représentants du style de direction leniniste : Kirov, Kouïbychev, Ordjonikidzé et de nombreux autres dirigeants. Au XVIIe Congrès du Parti et en dehors du Congrès, ceux-ci ont tenté secrètement de destituer Staline de son poste de secrétaire général du P.C.(b)R., mais ces tentatives se sont soldées par un échec.

Rendu furieux par cette action, se considérant non sans motifs comme l'initiateur et l'inspirateur de la « ligne générale du Parti », s'appuyant sur un appareil bureaucratique solidement installé à cette époque, et avant tout sur l'appareil du N.K.V.D.¹³, Staline a exercé sur ses adversaires des répressions ouvertes ou secrètes, poussant certains d'entre eux au suicide. Par la suite, avec le concours de Béria, il a entouré ses plus proches compagnons et auxiliaires : Molotov, Vorochilov, Kalinine, Idanov d'une surveillance policière occulte. Dès le milieu des années trente, le parti communiste, au sens leniniste, avait cessé d'exister. Il s'était transformé en un appareil du Parti guidé sans murmures par la volonté du pouvoir suprême. Les Congrès ont cessé d'être tenus aux dates réglementaires : il s'est écoulé plus de quatorze ans entre les XVIIe, XVIIIe et XIXe Congrès.

Bureaucratisation du Parti

Ces changements fatals dans l'organisation et le style de direction du P.C.(b)R. n'avaient pas pour cause essentielle les traits de caractère de Staline, ni même l'origine sociale de ce style. La cause immédiate a été que, ayant massacré les cadres de l'ancienne direction leniniste, Staline avait désormais la possibilité de ne plus faire appel à l'opinion publique, mais de s'appuyer sur l'appareil bureaucratique du Parti et de l'État qui représentait depuis longtemps la seule force politique effective dans l'ensemble du pays.

13 Commissariat à l'Intérieur.

Ceci parce que les propositions de Lénine pendant la discussion sur les syndicats, qui avaient déjà été inscrites dans les statuts du P.C.(b)R. (auxquels d'ailleurs Lénine s'était référé) n'ont pas été appliquées et développées. Pour que dans un délai de quinze à vingt ans, les syndicats puissent concentrer pratiquement entre leurs mains toute la direction de l'ensemble de l'économie nationale, le Parti aurait dû graduellement les y préparer. Il aurait dû combattre activement les manifestations de bureaucratie dans les institutions d'État, la « morgue communiste » des bureaucrates, le despotisme des dirigeants, la paperasserie, etc.

Au lieu de cela, c'est le Parti lui-même qui s'est engagé sur la voie de la bureaucratie et qui s'est progressivement transformé en une hiérarchie bureaucratique extrêmement ramifiée, fondée sur la subordination et la soumission : Comité central de l'Union, comités centraux des républiques, comités régionaux, comités territoriaux, comités de districts, comités du Parti des différentes institutions ; bientôt l'esprit de caste chez les dirigeants, la vénération des grades, la servilité vis-à-vis des chefs, etc., ont fleuri au sein de cette hiérarchie. Il est tout naturel que les syndicats, théoriquement appelés à éduquer et à promouvoir les administrateurs du Parti n'aient pas évité ce sort. Ils se sont progressivement transformés à leur tour en institutions de type bureaucratique qui ont totalement renoncé à « *défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat contre le pouvoir d'État* ».

Au contraire, ils se sont laissé guider par les intérêts de l'État, et leur rôle vis-à-vis des travailleurs s'est borné à s'occuper des besoins matériels, de préférence ceux des travailleurs haut placés, à collecter les cotisations. Et les Congrès du Parti n'ont plus jamais posé la question du rôle des syndicats dans la gestion de l'économie de tout le pays. Ainsi, à partir des années trente, Staline a de plus en plus incarné non pas le parti politique du prolétariat, mais le pouvoir de la direction bureaucratique du Parti sur le prolétariat et les autres couches laborieuses. C'est ce qui lui a permis de se débarrasser si vite et si brutalement de tous ceux qui le gênaient.

L'aristocratie bureaucratique

Qu'est-ce que l'aristocratie bureaucratique du Parti, quelle place occupe-t-elle dans la structure de la société soviétique, pourquoi doit-elle occuper une situation privilégiée, comment gouverne-t-elle l'État et la population ? Il était convenu et il est toujours convenu d'estimer qu'après la « liquidation des koulaks en tant que classe », il existe en gros parmi la population de Russie trois classes non antagonistes ; les ouvriers, les paysans kolkhoziens et les fonctionnaires de l'État. En réalité, ces derniers n'ont jamais formé une classe homogène.

Il existe d'un côté des employés ordinaires, membres du Parti, non investis du pouvoir, qui ne gouvernent rien ni personne, qui ne peuvent pas édicter d'ordres ou de décisions ayant force de loi. Et, d'un autre côté, des fonctionnaires d'autorité, gouvernant les entreprises, les institutions, des branches entières de l'économie, la politique, la culture, la vie quotidienne, et enfin tout l'État dans ses relations intérieures et extérieures ainsi que tout le Parti, son activité de dirigeant et d'organisateur. Ces gens sont capables d'édicter des ordres et des décisions ayant force de loi. Ils forment la couche dominante de la société socialiste, qui dirige tous les domaines de la vie, investie de la plénitude du pouvoir. L'aristocratie bureaucratique du Parti à laquelle sont soumis tous les « leviers » de l'appareil du Parti et du gouvernement détient la force décisive. C'est, semble-t-il, au début des années trente qu'est née, au sein de la couche dominante, la nécessité d'instituer un certain secret. Ce n'est en réalité qu'une ligne de démarcation entre la direction bureaucratique du Parti et toutes les autres couches de la population. Elle lui assure l'isolement à l'égard de l'extérieur, et une stabilité intérieure, de sorte que ce personnel se trouve à l'abri de tout accident, de toute fluctuation, de toute intrusion d'éléments non contrôlés ou non sûrs. Ce statut privilégié de la couche dominante a trouvé son expression dans le retour au système tsariste de la nomenclatura, c'est-à-dire dans l'établissement de listes d'individus privilégiés, investis de la confiance suprême du Parti, à qui l'on peut confier un travail responsable dans le cadre du Parti ou de l'État.

Les membres de la nomenclatura ont été placés de cette manière dans une situation privilégiée par rapport à la masse de la population laborieuse. Ainsi, l'aristocratie bureaucratique du Parti s'est affranchie de l'opinion publique des travailleurs, s'est accoutumée à la mépriser. Son activité s'est déroulée dans une sphère séparée, autonome, sans contrôle de la société ni même du Parti. Il est tout naturel que cette aristocratie au pouvoir se soit efforcée d'affermir ses priviléges juridiques inavoués, et même ses priviléges matériels : l'utilisation par une loi tacite des différents biens, essentiellement ceux appartenant à l'administration.

On peut ranger parmi ces avantages un salaire élevé, des « enveloppes » de la main à la main, l'attribution de vivres introuvables dans le commerce, des cantines privées, de grands appartements parfois luxueusement aménagés, ainsi que des datcha avec jardins, fleurs, courts de tennis, piscines, voitures et chauffeurs personnels, des maisons de repos de grand standing.

Quelles sont les raisons plus profondes qui ont fait que les masses laborieuses soviétiques, entraînées par le parti communiste sur une voie de passage à un socialisme spécifique, que n'avait pas prévu le marxisme, se soient trouvées très tôt, dans les années ayant suivi la mort de Lénine, sous le pouvoir illimité de ces dirigeants ? Comment le principe du centralisme démocratique appliqué à l'organisation de la société et prévu initialement par les statuts du P.C.(b)R. est-il devenu lettre morte ? Pourquoi le centralisme de la direction du Parti a-t-il annihilé la démocratie en ne la conservant extérieurement que pour la forme ? Ces causes ont leurs racines dans la « voie russe de passage au socialisme » découlant de la situation révolutionnaire de 1917.

La Russie, pays immense, économiquement arriéré, comptant une majorité écrasante de paysans, de petits-bourgeois, ayant jeté bas ses anciens gouvernants parce qu'ils étaient complètement dégénérés et impuissants, est arrivée à un degré de désorganisation économique totale et s'est heurtée, lorsqu'elle a voulu se développer, à des difficultés inouïes. Afin de relever et de faire progresser rapidement son économie, afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie rurale réactionnaire, afin de résister seule, encerclée par un entourage capitaliste très fort et menaçant, il fallait réaliser de gigantesques efforts de centralisation et d'organisation, disposer d'immenses ressources matérielles. La nécessité absolue, sous peine de mort, d'un développement économique accéléré, et le climat international très difficile, exigeaient une organisation centralisée qui excluait totalement tant un long processus d'éducation de la démocratie socialiste qu'une « intégration progressive du koulak au socialisme ». De ce point de vue, Staline a eu raison de réviser les plans de Lénine et de Boukharine et d'abroger si rapidement la N.E.P. Mais c'est justement grâce à cela que la création d'une hiérarchie du Parti et du gouvernement a progressé à pas de géant, hiérarchie extrêmement brutale et cruelle.

Toutefois ce n'était là que le système indispensable des leviers de la gestion administrative centralisée ; il fallait non seulement gouverner, mais encore construire sur des bases nouvelles l'économie du pays. Le relèvement de l'industrie, l'entretien de l'armée, de l'appareil, etc., coûtaient terriblement cher. Mais la refonte de l'agriculture, la création d'un grand nombre de nouvelles branches industrielles, de nouveaux instituts scientifiques, revenaient plus cher encore.

Comme il était impossible d'obtenir des emprunts de l'étranger, il fallait tirer ces ressources financières de la population, non seulement à l'aide d'emprunts intérieurs, mais avant tout en exploitant directement le travail des ouvriers, des paysans, des employés. La création du régime capitaliste a exigé une « accumulation primitive » ; la création du socialisme dans un pays arriéré et ruiné exigeait également une phase équivalente. La loi de l'appropriation par l'État de la plus-value a joué directement dans l'industrie.

Dans sa brochure *les Bases économiques du communisme*, Staline a affirmé à tort que la catégorie de la valeur cesserait d'exister en régime communiste. Il pensait à la « valeur d'échange » réalisée dans les rapports marchands. En réalité, quelle que soit la manière dont s'exprime la valeur du produit, elle se mesure à la quantité de force de travail dépensée pour le produire, et il existe par conséquent une corrélation parfaitement objective entre le travail et ses résultats matériels.

C'est pourquoi la plus-value ne peut absolument pas disparaître. Si, en régime communiste, la société renonçait à calculer le prix de revient de la production de tel ou tel produit, elle se précipiterait dans le chaos économique. À toutes les phases de la production sociale subsistent non seulement la valeur d'échange du produit, mais aussi la plus-value née dans le processus de production. Plus le travail productif contient de travail intellectuel, scientifique, technique, plus il crée de produits dont le prix dépasse les dépenses de l'ouvrier pour reconstituer sa force de travail, ainsi que les dépenses par lesquelles le propriétaire de l'entreprise socialiste reproduit son capital. Si le produit bénéficie d'une demande correspondante dans la société, toute la question se réduit à savoir entre quelles mains reste la plus-value, entre celles de l'ouvrier lui-même, s'il est le petit entrepreneur, ou bien entre les mains du groupe des propriétaires qui fait travailler l'ouvrier : associations de petits producteurs, gros entrepreneur privé de l'État bourgeois, ou enfin, État socialiste.

C'est ce dernier cas qui se produit dans la société soviétique, dans sa grosse industrie. L'État centralisé, gouverné par le Parti et la bureaucratie, s'approprie, en réalisant la valeur du produit dans son propre commerce d'État, la plus-value créée par le travail des ouvriers et l'utilise pour subvenir à ses besoins, c'est-à-dire, essentiellement, pour développer l'économie nationale socialisée, mais aussi accroître les priviléges matériels de l'aristocratie du Parti et de la bureaucratie.

Ainsi, la plus-value d'État peut être réalisée par deux moyens : a) par la régularisation du salaire des ouvriers et employés ; b) par la régularisation des prix des produits vendus dans les magasins d'État. Dans les deux cas le profit de l'État et de la couche dirigeante est réalisé au détriment des ouvriers et employés. Les prix du marché d'État sont fixés au taux maximum, réalisé, et parfois non réalisé, multipliée de plusieurs fois, dépassant parfois encore très largement les dépenses réelles de travail engagées par l'État pour produire ces produits. De leur côté, les travailleurs reçoivent le salaire minimum qui, en raison des prix des produits, leur permet à grand-peine de joindre les deux bouts. Cela a pour effet d'humilier moralement les travailleurs, de les pousser souvent à se chercher des moyens d'existence supplémentaires, à cumuler les emplois et parfois même à violer la loi.

En contraste avec cette insuffisance des moyens d'existence, qui sont le lot des masses les plus larges, il existe des couches de la population surpayées : la bureaucratie supérieure du Parti et de l'État, y compris les militaires, ainsi que les travailleurs de la science et de l'art qui ont fait carrière.

Dans l'agriculture, la situation est pire encore. En fait, les coopératives agricoles devraient disposer de plein droit de leurs forces productrices, de la terre, du matériel, des machines, et, par voie de conséquence, de tous les produits de leur travail qu'elles devraient vendre à l'État sur la base d'un accord libre et à des prix avantageux pour les deux parties. Elles devraient avoir également l'autogestion libre, basée sur l'électivité des dirigeants et des organisateurs.

En réalité, dès les premiers pas de l'organisation des kolkhozes, la direction stalinienne les a placés sous le régime permanent des réquisitions collectives et de la gestion forcée. Les kolkhozes ont dû réaliser les assements en fonction d'un plan « fabriqué » par les sections agricoles des comités exécutifs, ils ont été dirigés par des présidents nommés par les comités régionaux, et imposés, sous forme de livraisons en nature, dans les quantités voulues par l'État, à des prix avantageux pour lui seul. Souvent, le volume des livraisons en nature était si énorme qu'il excédait les possibilités des kolkhozes, si bien que la rétribution du travail était dérisoire, parfois même insignifiante. Par-dessus le marché, dès la seconde moitié des années trente, les parcelles des kolkhoziens ont été fortement amputées, le droit d'élever du bétail ou de la volaille, sensiblement limité. Les kolkhoziens n'avaient pas le droit de faucher de l'herbe pour nourrir leurs bêtes en quelque lieu que ce soit.

Il est naturel que la population des kolkhozes ait cherché, dans ces conditions, à gagner sa vie autrement, à se fixer à la ville pour y travailler. Afin d'arrêter cette hémorragie de main-d'œuvre, les kolkhoziens se voyaient retirer leur passeport, n'avaient pas l'autorisation de quitter le village sans l'accord du président et des représentants locaux du pouvoir.

En fait, la direction stalinienne a ruiné les kolkhozes, surtout dans la partie septentrionale de la Russie d'Europe et a enlevé à de nombreux kolkhoziens tout intérêt pour le travail. Ce n'est que dans le sud et le sud-est du pays, où la terre récompensait au centuple le travail, que les kolkhozes ont pu échapper à la misère, parfois même prospérer.

Les bonzes et satrapes du Parti

De la sorte, les rapports économiques réels dans l'industrie et l'agriculture sont entrés en contradiction criante avec l'idéal du communisme et le programme du Parti. Très tôt, l'aristocratie bureaucratique qui dirigeait le pays a commencé à dissimuler la véritable situation à la population, aux masses laborieuses de la ville et de la campagne, à entourer du sceau du secret la véritable conjoncture et les processus économiques en cours dans le pays. Plus encore, l'économie de l'U.R.S.S. a été dissimulée à l'opinion publique mondiale, tant à l'opinion hostile des milieux bourgeois qu'à celle du prolétariat des pays avancés qui nourrissait en principe de la sympathie pour l'Union soviétique.

L'économie était un sujet tabou. On n'en parlait pas, on n'écrivait rien à son sujet. Mais comme l'économie est un des concepts fondamentaux du marxisme et qu'il était impossible de dire ou d'écrire quoi que ce soit à son sujet, on s'est vite habitué à entendre par économie le développement des forces industrielles du pays. On a baptisé « économie » la construction, la mise en service et l'activité des mines, usines, fabriques, centrales électriques, chemins de fer, etc. L'économie, au sens véritable du terme, est devenue, comme le dit le proverbe russe, « un livre cacheté avec sept sceaux ».

Cette dissimulation de l'économie aux yeux de la population, le non-contrôle de toutes les mesures économiques prises par le pouvoir ont été la base, le point de départ, de la bureaucratisation rapide du pouvoir lui-même, de la constitution d'une hiérarchie bureaucratique du Parti, isolée des masses laborieuses, située au-dessus d'elles. Ce secret économique a créé un abîme entre la pauvreté excessive des travailleurs et l'aisance excessive de l'aristocratie et a favorisé les abus de toute nature dans ce domaine.

Ainsi, le principe théorique du socialisme : « À chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » est depuis longtemps perverti. Le travail des citoyens ordinaires est mal payé, même s'ils révèlent des capacités sortant de l'ordinaire et s'acquittent bien de leur tâche. Par contre, le travail des privilégiés de la nomenclatura est très bien payé, parfois même d'une manière exorbitante, même s'ils ne révèlent aucune capacité particulière, même s'ils sont nuisibles par leur fanfaronnades et leur paperasserie bureaucratique. Tout cela donne naissance à certaines contradictions dans la vie de notre société.

Cette contradiction est-elle fondée sur l'exploitation des larges masses populaires par la couche dominante de la société ? Évidemment les privilégiés de la nomenclatura et leurs familles disposent de moyens excessifs parce qu'ils s'approprient, en vertu d'un code juridique secret, une certaine partie de la plus-value fournie par la production de l'ensemble de la nation, créée par le travail des ouvriers, kolkhoziens, employés ordinaires.

Lorsque ces catégories démunies se heurtent à des faits attestant l'aisance démesurée de la couche gouvernante, ils éprouvent tout naturellement à son égard de la jalousie, de la haine, du mépris, une sorte d'animosité sociale.

Ceux qui s'approprient ainsi toutes sortes de priviléges dans la vie de tous les jours, et qui, par voie de conséquence, ont accru leur pouvoir et en ont même abusé, ont été pour l'essentiel les représentants de l'aristocratie bureaucratique du Parti, qui, de par leur origine sociale, l'influence du milieu et leurs penchants personnels, avaient une propension pour la suffisance bureaucratique, la morgue, l'esprit de caste, le goût du commandement. Il y a longtemps que s'est créé un type de bureaucrate du Parti à la mine trop repue, aux manières grossièrement imposantes, aux mœurs

despotiques et violentes. Cela ne veut nullement dire que tous les dirigeants du Parti appartiennent à ce type.

Il y a parmi eux beaucoup d'hommes modestes et honnêtes, qui jouissent avec modération de leurs priviléges et, dans la mesure du possible, en se cachant. Hélas, les « bonzes » et satrapes du Parti sont trop nombreux. Plus ils vivent loin de Moscou, surtout dans les régions du Sud-Est, plus leur soif de pouvoir se déchaîne. Ils ont même perdu l'habitude de penser à la simplicité de Lénine, à son esprit démocratique, et la mention de ses qualités dans les articles et discours anniversaires ne produit plus le moindre effet sur eux. Le procès de Béria et Baguirov a montré jusqu'où certains d'entre eux, surtout les plus haut placés, pouvaient aller dans l'escalade du crime.

Mais le trait le plus dangereux dans l'activité de cette aristocratie n'est pas son penchant pour les abus personnels, mais son incapacité générale à gouverner véritablement le pays. En raison même de leur nature bureaucratique, les dirigeants du Parti font preuve de plus en plus, dans leur travail, d'inertie et de conservatisme, du désir de s'agripper solidement aux formes de vie routinières, de crainte de tels ou tels changements décisifs dans les rapports sociaux établis et les principes régnants. L'immense majorité des bureaucrates soviétiques préfère toujours suivre la lettre de la loi, les méthodes et procédés routiniers, chaque fois qu'il faut préparer et appliquer telle ou telle mesure, plutôt que de se laisser guider par l'intérêt de la cause, par des considérations de profit pour la société, d'avantage pour l'État, de bien-être pour les masses laborieuses. Ils se plongent dans la paperasserie administrative, évitent toute initiative novatrice en matière d'organisation, enterrant les inventions techniques les plus précieuses, freinent l'échange international de l'expérience scientifique, et parfois même vont jusqu'à soutenir les adeptes de théories rétrogrades et à diffamer les promoteurs de la pensée scientifique d'avant-garde, comme cela a été le cas par exemple, en biologie, durant de trop longues années.

Cela coûte terriblement cher à la société, à l'État et à toute la population. Cela nuit très souvent au prestige de l'U.R.S.S. à l'échelle mondiale. L'exemple le plus saisissant de ces méfaits a été la négligence criminelle avec laquelle la direction stalinienne s'est préparée à la guerre ; cela a coûté d'effroyables pertes et défaites au pays dans les premières années du conflit. Aucune force n'a été en mesure de vaincre cette inertie mortelle, ce conservatisme des cercles dirigeants.

Police et politique

Comment cette structure sociale de la société soviétique se reflète-t-elle sur ses rapports politiques, sur sa vie idéologique et morale ? Le pouvoir illimité de la direction bureaucratique du Parti dissimule aux travailleurs le mécanisme de l'exploitation économique féroce des ouvriers, des employés, et surtout des kolkhoziens, au nom de l'édification du communisme. Les dirigeants en profitent pour s'assurer des avantages matériels. Cela a également déterminé la structure politique de la société. La dictature du prolétariat, dont les fondements théoriques ont été énoncés par Marx et Lénine, s'est très rapidement transformée en une dictature de la direction bureaucratique du Parti.

En dépit du fait que, même dans les années trente, après la liquidation des koulaks, deux formes de propriété aient coexisté : la propriété d'État, baptisée à tort propriété « du peuple » et la propriété « kolkhozienne, paysanne et coopérative », dont chacune était animée « d'intérêts politiques propres », malgré cela le pays est gouverné et a été gouverné uniquement par un parti politique organisé bureaucratiquement. Cela a entraîné la dégénérescence totale de la forme du « pouvoir des soviets » ou plus précisément du « pouvoir des députés des soviets ouvriers et paysans ».

Avec la hiérarchie des privilégiés de la nomenclatura, la bureaucratie du Parti dirige le pays non par les soviets mais par les institutions du Parti : Comité central, comités régionaux, de districts, et même par les institutions d'État placées sous leur pouvoir : conseils des ministres, ministères, comités exécutifs régionaux et de districts ainsi que leurs sections. Tous ces organismes d'État portent le nom de « soviétiques », ils considèrent qu'ils le sont vraiment et que le pouvoir qu'ils exercent est celui « des

soviets » uniquement parce que leurs dirigeants, représentants de l'aristocratie bureaucratique du Parti assurent en même temps les fonctions de députés des soviets, élus par l'ensemble de la population sur la base d'élections « directes, secrètes et égales ». Or ces députés ne sont pas présentés par la population elle-même, par ses organisations sociales, par l'opinion publique des travailleurs mais, secrètement, par la filière du Parti bureaucratique. Quant à la population, elle est obligée de les soutenir et de voter pour eux.

Les soviets ne sont pas seulement composés de bureaucrates du Parti, mais aussi d'autres députés également présentés par l'aristocratie en récompense de tels ou tels mérites rendus à la société et de leur aptitude à se soumettre aveuglément au pouvoir. Les députés de ce genre sont membres des différentes sections des comités exécutifs, ils participent à la discussion de tels ou tels problèmes, qui ont été au préalable posés et résolus par la direction bureaucratique du Parti à la tête de ces sections, des comités exécutifs, et parfois par les cercles dirigeants supérieurs. Les simples députés sont totalement incapables de changer quoi que ce soit par leur initiative et par leur intelligence. Ils ont pour fonctions essentielles d'établir le contact avec la population, de recevoir les demandes, plaintes, le plus souvent de caractère personnel, ayant trait à la vie quotidienne, de les soumettre à l'autorité bureaucratique, sans qu'elles soient d'ailleurs automatiquement satisfaites.

Il en va de même pour les députés élus au Soviet suprême et assistant à ses sessions, où ils prononcent des interventions sur des problèmes présentés et résolus à l'avance par les cercles du Parti. Leur rôle consiste toujours soit à « opiner du bonnet » de manière purement verbale, soit à adapter les décisions aux nécessités de leurs domaines territoriaux et professionnels. Aussi, les élections mêmes de ces députés se transforment-elles en une pure formalité, privée de tout contenu, en une parodie de la démocratie soviétique. La population élit des candidats choisis à l'avance par les cercles du Parti ; de plus, elle élit un seul député pour un seul candidat possible. Comme la population comprend ou du moins sent tout cela, elle va docilement voter afin d'accomplir son devoir civique formel, sans le moindre intérêt pour ses résultats.

De la sorte, on peut dire que le « pouvoir des soviets » existe dans notre pays dans un sens particulier : l'aristocratie du Parti gouverne le pays au nom des soviets, dont les députés sont élus sous la contrainte. Non seulement les citoyens « sans-parti » mais aussi les membres du Parti de la base sont privés pratiquement de tout droit politique. Toute forme de divergence politique, et à plus forte raison de lutte politique, de quelque nature que ce soit, est considérée comme inadmissible et est passible des répressions politiques les plus rigoureuses et les plus brutales. Selon la saisissante expression de l'écrivain A. Iachine, tous les membres du Parti sont depuis longtemps transformés en « leviers » politiques. Dans ces conditions, l'activité politique publique du pouvoir d'État lui-même se réduit à organiser et réorganiser les institutions gouvernementales, à nommer et révoquer leur personnel, à être le porte-parole des vues officielles des dirigeants.

Il ne faut pas en déduire que la lutte politique née des décisions concernant la vie civile est absente. Elle existe, mais elle se déroule en cachette, à huis clos, dans les profondeurs des organismes du Parti et de l'État. Les masses laborieuses n'y prennent aucune part. Elles sont informées de ses résultats par la publication de décisions déjà adoptées ou par des rumeurs qui risquent toujours d'être fausses, voire propagées délibérément par tels ou tels cercles, souvent hostiles. En d'autres termes, la vie politique du pays est privée de tout caractère démocratique. La politique est entourée du sceau du secret à un degré égal et peut-être même supérieur à celui de l'économie.

Il est naturel que des difficultés politiques naissent dans un tel climat. Depuis longtemps le pays connaît la dictature d'un cercle étroit de hauts dirigeants du Parti ; elle revêt d'habitude la forme de la dictature de certaines personnalités qui ont l'auréole d'un pouvoir suprême dont il est aisément d'abuser. C'est ainsi qu'en 1934, lorsque Staline a abordé la politique de destruction des opposants du Parti les plus en vue, il s'en est pris du même coup à certains de ses principaux dirigeants qui s'opposaient à son ascension et à ses méthodes de direction. Un climat de surveillance et de mouchardage intérieurs intensifs s'est étendu à l'ensemble du pays.

Dans la plupart des institutions, collectifs, entreprises et même dans les appartements communautaires, les organismes d'instruction juridique ont mis en place des informateurs politiques. De nombreux citoyens ont accepté d'accomplir cette mission infamante, soit par peur ou sous la pression des organismes policiers, soit par ambition personnelle. Par la suite, certains de ces informateurs ont abusé de leur pouvoir en calomniant des personnes parfaitement innocentes ou en réglant avec certaines d'entre elles des comptes personnels. Après cette « campagne « d'espionnage secret, d'accusations non fondées, est intervenu le troisième cycle des abus du pouvoir illimité, lié au nom d'Éjov puis de Béria. Pendant cette période, des millions de citoyens soviétiques ont été victimes d'arrestations, de tortures, d'exécutions, ont été condamnés à de longs séjours en prison et dans les camps de concentration d'où beaucoup ne sont pas revenus, décimés par la faim, un travail épuisant et les maladies.

Pour justifier cette répression massive exercée contre les simples citoyens, Staline a échafaudé une théorie spéciale selon laquelle la lutte de classes, dans un pays édifiant le socialisme, se poursuivrait et même s'intensifierait pendant une longue période, jusqu'à ce que soit construite et consolidée la nouvelle société. Le sens objectif de cette opération était apparemment que, face à la dure exploitation des travailleurs qui suscitaient leur mécontentement, au danger croissant d'agression de la part des pays capitalistes, et avant tout de l'Allemagne fasciste, Staline escomptait renforcer son pouvoir sur les cercles bureaucratiques du Parti qu'il dirigeait en divisant les masses laborieuses, en dressant politiquement la majorité contre la minorité. Son appareil policier d'enquête et d'instruction a arrêté un dixième environ des citoyens, traités d'ennemis du peuple, accusés de trahison et de complicité avec les forces ennemis de l'étranger, ceci afin de terroriser les neuf dixièmes restés en liberté, de créer parmi eux l'illusion d'un danger qui menacerait le régime socialiste lui-même, de les rendre plus docile vis-à-vis des cercles dirigeants et de l'aristocratie, et aussi plus dévoués au pouvoir.

Afin de mettre en pratique ces répressions, on a trouvé dans l'appareil policier d'enquête et d'instruction un grand nombre d'individus possesseurs de la carte du Parti qui, animés par le désir de faire carrière ou par une peur qui atteignait les proportions de la décomposition morale, étaient prêts à appliquer les mesures extrêmes les plus cruelles à l'encontre des personnes arrêtées. Bien qu'il y ait eu, dans les cachots et camps de concentration de Staline, beaucoup moins de tortionnaires et de sadiques que dans les camps hitlériens, on peut affirmer qu'il n'existe aucune différence de principe entre eux. D'autant plus que les fascistes brûlaient surtout dans les fours crématoires de Maïdanek ou d'Auschwitz les citoyens des pays occupés, tandis que les policiers et argousins de Staline exerçaient leurs talents sur leurs propres concitoyens. C'est la raison pour laquelle on maudit ouvertement dans notre pays les fascistes qui ont martyrisé les peuples et qu'on garde le silence le plus total sur les organismes de répressions taliniens. Beaucoup d'ex-tortionnaires sont toujours en liberté et touchent de confortables retraites.

Les dogmes du pouvoir

Le système du centralisme bureaucratique du Parti qui constitue le fondement de la vie soviétique n'a pu manquer de se refléter sur son idéologie. L'idéologie du régime au pouvoir est en effet toujours créée pour le justifier aux yeux de la société en idéalisant les côtés positifs et en taisant les aspects négatifs. Dans l'État soviétique, l'idéologie n'est créée et répandue parmi la population que par la direction bureaucratique du Parti qui gouverne le pays par des méthodes dictatoriales fondées sur le régime du secret pour tout ce qui touche à l'économie et à la politique. C'est donc le centralisme idéologique qui domine dans le pays ; une idéologie unique exclut et réprime toutes les autres. L'ensemble de la presse et de la censure appartient exclusivement au Parti et à l'État placé entre ses mains. Le droit de réunion et de déclaration publique n'appartient qu'à lui, n'est régenté que par lui ; toute liberté de parole est refusée.

C'est la raison pour laquelle l'idéologie dominante ignore les principes de la recherche et de l'esprit critique. Seuls quelques faits ou personnes isolés sont possibles de critique, et encore à condition que

ces dernières n'occupent pas de postes haut placés. Il est interdit, sous peine de dures représailles, de critiquer le régime existant, les principes d'organisation du pouvoir et de la direction de la vie sociale. C'est la raison pour laquelle aucune discussion publique n'a jamais lieu dans la société ni même dans le Parti. Le temps des discussions politiques de 1920 paraît totalement fabuleux.

Tout ceci transforme l'idéologie dominante en un dogme officiel infaillible, dans une large mesure verbal, formel, fondé sur la manie des citations et de la référence aux autorités. On ne choisit dans les œuvres de Marx, Engels et Lénine que les thèses susceptibles de justifier la situation existante, tandis que les autres sont laissées de côté. Cette méthode est surtout valable pour les travaux et déclarations de Lénine, bien que la conception dominante s'intitule « marxisme-léninisme ». L'histoire du Parti est exposée d'une manière extrêmement tendancieuse, pour gonfler l'autorité de la direction du Parti et son activité, et noircir toute opposition, tous les adversaires de cette direction. En présentant ainsi les choses, on passe sous silence un grand nombre d'événements et de noms, on attribue à ceux qu'on veut discréditer des actions et pensées qui n'ont jamais été les leurs.

Cette idéologie dogmatisée est imposée aux masses, dans la presse et dans les déclarations publiques de la direction. Elle est imposée à la jeunesse dans les établissements d'enseignement supérieur, dans le système d'éducation politique du Parti, et des écoles du Parti.

Naturellement, elle est prise comme parole d'Évangile par des gens extrêmement naïfs et peu évolués sur le plan politique et contribue en retour à accentuer cette naïveté et cette arriération. Certains individus, surtout membres du Parti, s'efforcent de l'assimiler en la considérant comme un devoir moral envers le Parti.

Cette propagande idéologique officielle provoque fatalement chez de nombreux citoyens l'indifférence et la dégradation idéologiques, le scepticisme et parfois même le cynisme. Il y a longtemps que la « déidéologisation » affecte de plus en plus la société, créant un terrain favorable aux influences et engouements de toute nature et parfois même parfaitement ineptes. Cela a tout naturellement pour effet non pas de renforcer mais au contraire d'affaiblir le régime.

Un monde petit-bourgeois

Les principes matériels et idéologiques qui régissent le pays engendrent en définitive la morale de la société. L'ancienne morale religieuse, qui incitait à faire le bien et à assurer le triomphe de la justice dans la perspective d'une vie éternelle, est depuis longtemps discréditée aux yeux de la majorité des membres de la nouvelle société, quoique la froide abstraction de la propagande idéologique officielle pousse certains à se laisser séduire par la vieille symbolique religieuse. La nouvelle morale matérialiste n'est ni analysée sur le plan théorique, ni fondée du point de vue philosophique et historique. Elle se réduit, elle aussi, à une proclamation dogmatique de slogans abstraits, incapables d'exercer une influence puissante et profonde sur les esprits. Les rapports qui régissent la société soviétique favorisent souvent la résurgence de survivances ou d'actes amoraux. D'une part, l'aisance matérielle et les commodités de l'existence excessives dont jouit l'aristocratie bureaucratique du Parti provoquent souvent chez les privilégiés de la nomenclatura, et surtout chez les membres de leurs familles, la suffisance et l'arrogance, et aussi, souvent, la perversion. Elles les poussent à en vouloir toujours davantage, à brader et à s'approprier le matériel de l'État, à satisfaire leurs passions débridées qui les conduisent parfois au crime. La Presse a parlé de « pourriture » à propos de ces jeunes, pervertis par une richesse excessive. On parle d'eux de temps à autre, on les condamne, mais cela ne change rien à la situation.

À l'opposé, la situation matérielle précaire des travailleurs de la ville et de la campagne les incite souvent à améliorer par le vol leur niveau de vie trop bas et entraîne aussi leur déchéance morale, qui se traduit par toutes sortes de phénomènes réprouvables : ivrognerie, mauvais traitements infligés aux épouses et enfants, chamailleries domestiques, refus de travailler, délinquance et parfois crimes insensés. Ce qui est étrange, ce n'est pas seulement que des hommes plongés dans une grande misère

gâchent la vie de leur famille, commettent des crimes, c'est que des gens ayant un emploi, et souvent de bons salaires, abandonnent femme et enfants et parfois sortent les couteaux non par dénuement mais par manque d'éducation et dégradation morale. Cela confine parfois à la bestialité, au sadisme ; on a vu par exemple deux individus jouer aux cartes la vie de passants ou de visiteurs.

Il pourrait sembler que la situation est moins grave pour les couches moyennes de la société soviétique dont le train de vie est assez modeste et qui gagnent suffisamment pour assurer à leur famille une vie décente. Or c'est justement dans la conscience morale de cette catégorie que se manifeste de manière très frappante un autre trait négatif de la vie soviétique : l'absence d'esprit véritablement démocratique et de sens civique. Cela conduit ces gens à se retrancher dans l'univers des intérêts privés, familiaux, à aspirer à une existence de petits-bourgeois. Le citoyen soviétique ordinaire se préoccupe essentiellement, en dehors de son travail, d'acheter le maximum de biens de consommation, d'avoir un bel appartement, un terrain pour sa datcha, un téléviseur, des vêtements, etc. Il met de l'argent de côté, s'en vante devant ses parents et voisins. Les individus ayant une telle mentalité représentent en fait la petite-bourgeoisie soviétique.

L'absence, dans la vie de notre société, d'un esprit démocratique vivant, de la liberté d'opinion et de parole, le caractère officiel et dogmatique de l'idéologie, ont pour effet de désunir les membres de la société dans leur existence quotidienne, de les rendre indifférents et insensibles vis-à-vis du prochain. Il est certain qu'on trouve des familles ou des groupes professionnels bien unis, dont les membres se soutiennent moralement. Mais ce ne sont que des îlots perdus dans le désert général de l'indifférence et de la solitude morales. Celui qui n'a pas de grande famille unie et de bons amis n'a d'autre horizon dans la vie que des chefs qui sont de froids bureaucrates, et des voisins indifférents. S'il connaît l'adversité, rares seront ceux qui manifesteront le désir et la volonté de l'assister.

Dans l'ensemble, les citoyens soviétiques n'ont pas la moindre notion ni de ce que pourrait être une véritable démocratie soviétique ni du collectivisme des rapports sociaux qui en résulterait. Ainsi, si dans sa vie sociale et politique la société soviétique est depuis longtemps une société de bureaucratie centralisée, dans ses principes idéologiques et moraux, elle est depuis non moins longtemps autoritaire et basée sur le culte des autorités. La majorité des citoyens consciens, dévoués au régime, a, sous le nom de « marxisme-léninisme », une vision du monde petite-bourgeoise.

L'aspiration aux biens de consommation et à l'enrichissement individuel n'est pas seulement due aux particularités des rapports moraux et économiques régissant notre pays. Il y a apparemment d'autres causes historiques beaucoup plus profondes qui entrent en jeu. En 1869, Herzen écrivait dans la première lettre à son vieux camarade : « *Lorsque la poudre aura fait exploser tout le monde bourgeois, que la fumée se sera dissipée et que les ruines auront été déblayées, ce monde commencera à réédifier à quelques modifications près un autre monde bourgeois. Ceci parce qu'il n'est pas intérieurement achevé et aussi parce qu'il est le monde du présent et qu'aucune organisation nouvelle n'est aussi prête que lui à se compléter en s'accomplissant.* »

La voie russe de passage au socialisme présente une particularité spécifique : en raison de la faiblesse de la bourgeoisie, solidement liée au régime autocratique et seigneurial ; et en raison de sa faillite nationale généralisée, le développement du capitalisme en Russie a été interrompu à ses débuts. Le peuple russe n'a pas connu, n'a pas vécu la phase normale des rapports capitalistes. Cette tendance n'a pas été satisfaite comme il l'aurait fallu dans un développement historique objectif. Au contraire, ces rapports, qui avaient une existence subjective intérieure, ont été écrasés par un passage brutal à l'expropriation de la propriété privée des moyens de production. Le monde bourgeois russe n'était pas « intérieurement achevé » et il est naturel qu'il ait commencé progressivement à affleurer à la surface dans le monde socialiste, dans la mesure où le permettaient les principes de la production socialiste et de la vie commune. Le retour à ce monde est évidemment impossible ; toutefois, refoulé au fond du cœur des Soviétiques, il se manifeste à l'occasion et entrave profondément le développement de la nouvelle société.

Une parodie du communisme

Tel est l'aspect négatif de la vie sociale du peuple qui s'est engagé le premier sur la voie russe de passage au socialisme et la suit depuis une cinquantaine d'années.

Tous ses traits nocifs se sont formés et développés durant les trente années de direction stalinienne. Staline est mort en 1953, et, après cette date, on aurait pu croire que des changements importants étaient intervenus dans la vie de la société soviétique. La légalité a recouvré ses droits, on a cessé de déclarer des innocents « ennemis du peuple », de les appréhender, de les juger à huis clos, de les exécuter, déporter et enfermer dans des camps de concentration.

Mais le régime social de notre pays a-t-il changé pour autant ? On est obligé de répondre par la négative à cette question. Le pouvoir d'État appartient toujours à l'aristocratie bureaucratique du Parti. La politique reste dissimulée aux masses laborieuses. Ni les syndicats ni les autres organisations, quelles qu'elles soient, ne prennent part à la gestion de la production. Les travailleurs continuent toujours à voter pour des députés des soviets choisis d'avance ; c'est toujours en leur nom que les ministres, présidents de comités exécutifs, de comités régionaux désignés par le Comité central et les comités régionaux du Parti continuent à gouverner le pays. Le contraste entre l'aisance matérielle excessive de l'aristocratie dirigeante et le salaire extrêmement bas de la majorité des ouvriers, employés et kolkhoziens, subsiste toujours. Cette inégalité est toujours la cause de nombreux crimes de droit commun. La conception idéologique officielle inculquée par le sommet, et sans discussion, domine toujours dans la conscience des citoyens. Cela continue toujours à engendrer des manifestations d'immoralité sociale. Les citoyens soviétiques sont toujours privés de toute formation véritablement démocratique.

Ils accomplissent docilement les prescriptions du pouvoir suprême et mènent leur médiocre existence de producteurs, employés et petits-bourgeois. Cette immuabilité des principes de gestion du pays découle de causes intérieures et extérieures.

Les premières sont essentiellement le fait que l'aristocratie bureaucratique du Parti, formée et éduquée sous Staline, ne veut pour rien au monde renoncer à son pouvoir personnel illimité, incontrôlé et irresponsable, au secret de ses mesures politiques et économiques, à ses priviléges juridiques et matériels. Elle s'est incrustée dans ce système de vie et de pensée et ne comprend pas, ou fait semblant de ne pas comprendre, à quel point il est en contradiction formelle avec la véritable démocratie socialiste. Un fait typique l'atteste : les tentatives faites par Khrouchtchev pour restreindre, même partiellement, le bien-être matériel des privilégiés de la nomenclatura n'a donné aucun résultat substantiel. Ils le lui ont simplement interdit.

La cause extérieure du maintien des principes stalinien est l'apparition, à l'avant-scène du monde capitaliste, des U.S.A., grande puissance agressive. Cela constraint le gouvernement de l'U.R.S.S. à consacrer un énorme budget à la défense, à conserver un régime politique cruel dans le pays, à tenir secrets l'économie et la politique ainsi que son pouvoir illimité. Un tournant réalisé par le sommet s'impose afin de modifier la situation existante. Il est impossible d'espérer une initiative de la base. Les masses laborieuses sont tellement accoutumées à la soumission qu'elles ne peuvent obliger les cercles dirigeants à entreprendre la réalisation des tâches que Lénine avait posées à la société soviétique dans les dernières années de sa vie.

Réaliser le communisme, ce n'est pas seulement accroître les forces productrices. Le communisme c'est avant tout le triomphe total de l'esprit démocratique socialiste et de l'initiative civique libre des masses, fondée sur l'autogestion des travailleurs dans tous les domaines de la vie. Tant qu'on ne commencera pas à combattre progressivement et consciemment les terribles perversions de la démocratie soviétique qui sont la particularité essentielle du régime actuel, le communisme sera impossible en Union soviétique, dans vingt ans comme dans cent ans. Dans ces conditions, le seul régime possible sera une parodie du communisme.